

1 Le principe de la légitimité dynastique

Talleyrand résume ici pour Louis XVIII son action pendant le congrès de Vienne. Il a notamment convaincu l'Angleterre et l'Autriche d'empêcher la Prusse d'annexer la totalité du royaume de Saxe.

La Révolution n'avait point borné ses effets au seul territoire de la France ; elle s'était répandue au-dehors par la force des armes, par les encouragements donnés à toutes les passions [...]. La Hollande et plusieurs parties de l'Italie avaient vu, à diverses reprises, des gouvernements révolutionnaires remplacer des gouvernements légitimes. Depuis que Bonaparte était maître de la France, non seulement le fait de la conquête suffisait pour ôter la souveraineté, mais on s'était accoutumé à voir de simples décrets détronner des souverains, anéantir des gouvernements, faire disparaître des nations entières. [...] Nous fîmes voir que

c'était surtout pour l'intérêt des peuples qu'il fallait consacrer la légitimité des gouvernements, parce que les gouvernements légitimes peuvent seuls être stables, et que les gouvernements illégitimes, n'ayant d'autre appui que la force, tombent d'eux-mêmes dès que cet appui vient à manquer et livrent ainsi les nations à une suite de révolutions dont il est impossible de prévoir le terme. Ces principes étaient trop sévères pour la politique de quelques cours [royales] [...]. Avant que nous fussions parvenus à en faire sentir l'importance, les puissances alliées avaient déjà pris des arrangements qui y étaient entièrement opposés. La Prusse avait demandé la Saxe tout entière. [...] La Saxe était ainsi complètement sacrifiée par des arrangements particuliers faits entre l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la Prusse, auxquels la France était restée étrangère.

Talleyrand, Rapport fait au roi pendant son voyage de Gand à Paris, juin 1815.

2 Un bilan rétrospectif

La grande Alliance¹, cette union morale que, dans le temps de son triomphe, j'ai le premier qualifiée de véritable institution européenne, cette union que l'esprit de faction et d'erreur involontaire a tantôt désignée sous l'épithète de Sainte-Alliance et injuriée comme l'œuvre d'un obscurantisme abject, dans laquelle les adeptes du libéralisme n'ont vu qu'une conjuration du despotisme contre les libertés légales, que dans plusieurs pays des esprits étroits et malveillants ont dénoncée comme la mise à exécution d'un plan formé par les Puissances prépondérantes dans le but de régenter les États du second et du troisième ordre [...], cette Alliance qu'a-t-elle été en réalité ? Je ne lui ai jamais connu d'autre objet que celui de rendre les premières puissances de l'Europe solidaires dans le maintien de la paix publique. La base de l'Alliance, son mot d'ordre, son application journalière, fut le respect pour l'indépendance réelle de tous les États, la conservation des relations amicales entre tous les gouvernements aussi souvent qu'une difficulté grave devait rendre problématique le maintien de la paix, enfin le respect le moins douteux pour tous les droits, pour tout ce qui existe légalement.

Metternich, Lettre au comte de Ficquelmont, ambassadeur
d'Autriche en Russie, 11 février 1830.

1. Metternich parle de la Quadruple-Alliance et du congrès de Vienne.



3

La fête de Hambach (1832)

La fête témoigne de la vitalité du mouvement national allemand. Le radicalisme républicain des principaux orateurs, Siebenpfeiffer et Wirth, se heurte cependant à de vives critiques chez les libéraux modérés qui veulent créer l'État-nation en s'entendant avec les princes. Lithographie anonyme, 1832.

a. Libéraux : le peuple n'est pas encore mûr pour la démocratie

Pour les libéraux allemands, la démocratie présuppose un niveau d'éducation et une indépendance d'esprit dont le peuple leur semble encore fort éloigné. C'est pourquoi Achatius Pfizer, libéral wurtembergeois, est persuadé que la participation de tous les citoyens à la vie politique ne peut correspondre qu'à un stade très avancé de l'évolution d'un peuple.

Le degré de liberté et d'égalité possibles varie beaucoup en fonction du caractère national, de la civilisation et d'autres facteurs tenant à la vie du peuple. Les mêmes institutions qui, chez un peuple éduqué, garantissent la liberté et les conditions de réalisation du progrès – liberté de la presse, représentation populaire, cours d'assises, armée de conscription – peuvent être une source de désorganisation et d'anarchie, un instrument de violence et d'oppression chez un peuple non éduqué, se trouvant encore, dans son évolution, au stade de l'enfance. Entre, d'un côté, la liberté limitée au droit privé et l'égalité purement passive d'un peuple exclu de toute participation à l'autorité étatique et, de l'autre, l'auto-gouvernement démocratique, se trouve une large gamme d'institutions libérales. Le libéralisme de raison ne les rejettera pas complètement ni ne les déclarera absolument avantageuses.

D'après G. Küntzel (dir.), Paul A. Pfizer, Politische Aufsätze und Briefe, Stuttgart, 1924.

b. Républicains et démocrates : au peuple de régner

Le journaliste Philipp Jacob Siebenpfeiffer se démarque des libéraux qui acceptent une monarchie constitutionnelle et le suffrage censitaire. En 1834, alors qu'il a été inculpé pour avoir participé à la fête de Hambach, il prononce ce plaidoyer :

[...] Je considère la république comme la seule forme étatique qui convienne à un assez grand peuple ayant le sentiment de sa dignité, comme la seule possible aujourd'hui. Elle seule peut offrir la liberté de penser et d'agir. [...] La monarchie constitutionnelle qui, paraît-il, concilie république et pouvoir monarchique est pour moi dans la pratique une aberration. Les États ne peuvent être gouvernés que par une seule volonté ; or, dans ce cas, elle existe en double : la volonté du monarque et celle du peuple. [...] Je veux que ce soit au peuple de régner, c'est-à-dire qu'elle régisse l'esprit et le fonctionnement du gouvernement. Le règne de la volonté générale, la liberté d'expression de tous les intérêts du peuple, telle est ma république.

In H. Brandt, Restauration und Frühliberalismus, 1814-1850, Darmstadt, 1879.

5

La haine des Français, fondement de l'identité nationale ?

Ernst Moritz Arndt (1769-1860), secrétaire personnel du baron von Stein, réformateur prussien, considère que la haine de la France est un facteur important de la constitution de l'Allemagne en nation. Il faut replacer son texte Sur la haine d'un peuple (1813) dans le contexte des guerres contre la domination française en Allemagne. Cependant, les déclarations anti-françaises ont toujours joué un rôle, même dans les décennies suivantes, au sein d'une partie du mouvement national allemand, tandis que le libéralisme allemand avait une image plutôt positive de la France.

Chaque peuple a ses vertus et ses défauts, compte tenu de ce que sont les choses humaines, certaines de ses vertus sont même nécessairement très proches de certains défauts. Mais il y a des stades et des degrés et je n'ai pas honte d'admettre que je crois que le peuple allemand a eu et aura plus d'importance dans l'histoire du monde que le peuple français [...] La question de savoir quel est le peuple le meilleur n'a généralement aucun sens parce que, habituellement,

les comparaisons provoquent de ridicules querelles de vanité. Il est tout aussi ridicule de demander si le chêne est meilleur que l'arbuste épineux, le chardon que le rosier ? Mais qu'en est-il s'il vient à l'idée aux chardons de vouloir convoler avec les nobles enfants du buisson de rose ? Qu'en serait-il si nous étions le buisson de roses et les Français les chardons ? [...] Je ne veux pas que l'on haïsse les Français uniquement durant cette guerre, je veux que ce soit pour longtemps, que ce soit pour toujours. Les frontières de l'Allemagne seront alors sûres, même sans remparts artificiels, car le peuple fera toujours bloc dès que nos voisins turbulents et pillards auront envie de passer la frontière. Que cette haine rougeoie comme la religion du peuple allemand, comme une folie sacrée dans tous les cœurs et qu'elle garantisse pour toujours notre loyauté, notre sincérité et notre bravoure.

D'après E. M. Arndt, *Über den Volkshass (Sur la haine d'un peuple)*, 1813

Critique de la « Germanomanie »

En 1815, le philosophe et journaliste Saul Ascher (1762-1822) critique les tendances anti-juives et anti-françaises du mouvement national allemand, en train d'apparaître. Ce texte est brûlé solennellement en 1817 par des associations d'étudiants à la Fête de la Wartburg.

L'idée fixe des germanomanes ou leur unique dessein était et est encore de trouver dans la germanité un contrepoids à la gallomanie. C'est dans cette perspective qu'ont été mobilisées toutes les méthodes susceptibles de rendre réceptive à l'idée de germanité l'Allemagne qui pense. Cette idée est en effet considérée comme le seul moyen de s'armer contre le joug de la tyrannie gauloise pour s'en débarrasser enfin par une résistance acharnée. On attendait avant tout de cette idée que la nation germanophone, que le cours des événements avait pour ainsi dire dissoute et qui vivait dans la division – ce qui suffisait à expliquer pourquoi les étrangers réussissaient à y maintenir leur influence – s'unisse et combatte pour sa liberté et son indépendance. [...] Mais le fanatisme ne connaît pas

de limites. Il ne s'est pas contenté de l'idée de faire sentir son fouet aux juifs. À peine le despotisme français était-il brisé que nos germanomaniaques allaient plus loin. Arndt, Jahn et plusieurs perroquets du même acabit voulaient désormais ne plus tolérer de Français dans les provinces d'Allemagne ; même la langue française devait être bannie à l'extérieur des marches allemandes. [...]

Qui ne tiendra pour une grande vertu de l'âme allemande de retrouver son indépendance et sa spécificité en se libérant de l'arbitraire d'une nation voulant tout transformer de son propre chef ? Qui blâmera l'Allemand de se soulever aujourd'hui contre la tyrannie du Français, demain contre celle de l'Anglais et enfin contre la tyrannie de tout arbitraire étranger et cela avec la force qui est l'héritage du peuple allemand ? Mais, en toute impartialité, les méthodes qu'emploie depuis peu la classe intellectuelle de la nation allemande pour mettre cette force en mouvement ne sont pas à l'honneur d'une nation forte et probe.

D'après Saul Ascher, Die Germanomanie. Skizze zu einem Zeitgemälde (La Germanomanie, esquisse d'un tableau de l'époque), 1815.

Italie : plus de 20 millions d'habitants sans État

Giuseppe Mazzini, figure dirigeante du mouvement national italien, écrit à propos de la situation de son peuple :

Nous sommes un peuple de vingt et un à vingt deux millions d'hommes, désignés depuis un temps immémorial sous un même nom, celui de peuple italien, renfermés entre les limites naturelles les plus précises que Dieu ait jamais tracées, parlant la même langue, ayant les mêmes croyances, les mêmes mœurs, les mêmes habitudes, fiers du plus glorieux passé politique, scientifique, artistique, qui soit connu dans l'histoire européenne, ayant deux fois donné à l'humanité un lien, un mot d'ordre d'unité, une fois par la Rome des empereurs, une autre, quand les papes n'avaient pas encore trahi leurs missions, par la Rome papale...

Nous n'avons pas de drapeau, pas de nom politique, pas de rang parmi les nations européennes. Nous n'avons pas de centre commun, pas de pacte commun, pas de marché commun. Nous sommes démembrés en sept États... Un de ces États, comprenant à peu près le quart de la péninsule, appartient à l'Autriche ; les autres, quelques-uns par des liens de famille, tous par le sentiment de leur faiblesse, en subissent l'influence.

Mazzini, « L'Italie, l'Autriche et le Pape », in *Revue indépendante*, septembre 1845.

Questionnaire

1. En quoi consiste, selon Talleyrand et von Metternich, la raison décisive du principe de légitimité et, par conséquence, de la grande Alliance ? (doc. 1 et 2)
2. Retraced dans la lithographie (doc. 3) les éléments visuels que vous pouvez rallier aux deux opinions sur l'attitude des allemands à la démocratie (doc. 4).
3. En quoi la "haine des Français" et la "Germanomanie" constituent les deux faces de la même médaille d'un esprit national équivoque tel que celui des Allemands? (doc. 5 et 6)
4. Est-il possible de rallier les espoirs de Mazzini à un ressentiment caché au fond de son âme? Pourquoi? Pourquoi pas?

Synthèse

En faisant appel à vos connaissances, discutez du sujet suivant en formulant des considérations argumentées à travers les documents présentés:

**Nation et nationalisme, deux conceptions floues
au lendemain du Congrès de Vienne.**